



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE VILLEFRANCHE DE
LAURAGAIS

**Pôle Sécurité
Service Police Municipale**

Arrêté Municipal n°AR-PM-2024-251

ACTES 6.1 Police municipale

**Objet : Règlementation du stationnement – Déménagement au N° 65 rue de la République- 31290 Villefranche de Lauragais
Entreprise déménagements DUEZ 19 rue de Berga 09400 Tarascon sur Ariège**

Le Maire de Villefranche de Lauragais,

- Vu** le code de la sécurité intérieur et notamment l'article L.511-1 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et L2212-2 ;
- Vu** le code de la route et notamment l'article R411-8 ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – Quatrième partie, Huitième partie (signalisation temporaire) ;
- Vu** l'arrêté municipal N°DG-2024-07-09-01 en date 09 juillet 2024 portant délégation de pouvoir et signature à Messieurs Ludovic Andrieux et Jean-François Gleyzes en matière de police, de sécurité et de funéraire ;
- Vu** la demande de l'entreprise de déménagement DUEZ en date 10 septembre 2024 pour effectuer un déménagement au n° 65 rue de la République 31290 Villefranche de Lauragais.

Considérant que le bon déroulement de déménagement impose une réglementation temporaire du stationnement pendant la durée de celui-ci.

Considérant que déménagement précité va créer une gêne aux usagers et qu'il y a lieu d'apporter des restrictions au stationnement.

ARRETE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à intervenir sur un lieu ouvert à la circulation publique pour effectuer un déménagement précité tel que présenté dans sa demande en prenant soin de ne pas dégrader de quelque manière que ce soit la voirie publique et de la remettre en état.

Article 2 : Le stationnement sera **interdit du n°69 au n°73 rue de la République** – 31290 Villefranche de Lauragais , à l'exception du véhicule utilisé par le pétitionnaire. Un monte-charge sera positionné en face du N°65 rue de la République, **et la circulation des piétons devra être protégée et déviée.**

Article 3 : Le pétitionnaire sera en charge de mettre en place et d'entretenir la signalisation règlementaire avant le début et pendant l'intervention, conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, Huitième partie, signalisation temporaire) sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 4 : La présente autorisation est valable le **lundi 30 septembre 2024 de 13h00 à 18h00**, date à laquelle elle expirera de plein droit.

Article 5 : A la fin du déménagement, les lieux seront laissés tels qu'ils étaient avant le début l'emménagement.

Article 6 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

Article 7 : le directeur général des services, le Chef de la Police Municipale, les agents de la Police Municipale, les agents de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires.

Fait à Villefranche de Lauragais, le 10 septembre 2024

**Madame Le Maire,
Valérie GRAFEUILLE-ROUDET**

Ludovic ANDRIEUX
Pour le Maire de la commune,
Et par la délégation
Le conseiller délégué à la prévention



Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de TOULOUSE peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté par courrier postal ou par le biais de l'application Télérecours, accessible par le lien www.telerecours.fr, pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification et/ou de sa publication.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

La requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du Code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.